

Publications périodiques

Comptes annuels

LYONNAISE DE BANQUE

Société Anonyme au capital de 260.840.262 euros
Siège Social : 8, rue de la République 69001 LYON
SIREN 954 507 976 RCS LYON

Comptes annuels au 31 décembre 2017 approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 25 avril 2018

I. — Bilan social

(en milliers d'euros)

Actif	2017 31 décembre	2016 31 décembre
Caisse, Banques centrales, CCP	68 591	73 385
Créances sur les établissements de crédit	4 511 104	5 007 246
Effets publics et assimilés		
Opérations avec la clientèle	27 863 359	26 263 600
Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable	14 158	9 051
- Obligations et autres titres à revenu fixe	13 817	8 711
- Actions et autres titres à revenu variable	341	340
Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme	56 192	62 534
- Participations et autres titres détenus à long terme	18 181	18 524
- Parts dans les entreprises liées	38 011	44 010
Immobilisations incorporelles	41 916	43 916
Immobilisations corporelles	171 973	179 188
Autres actifs	552 303	649 964
Comptes de régularisation	207 537	212 124
Total de l'actif	33 487 133	32 501 008
Hors-bilan (en milliers d'euros)	2017 31 décembre	2016 31 décembre
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit	6 641 068	6 089 455
Engagements reçus par les entreprises d'assurance		
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	574	614
Passif	2017 31 décembre	2016 31 décembre
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	7 435 056	7 838 978
Opérations avec la clientèle	24 276 491	22 739 078
Dettes représentées par un titre	52 791	268 376
Autres passifs	51 249	57 446
Comptes de régularisation	452 215	432 007
Provisions	158 197	160 351
Dettes subordonnées	193 574	139 552
Fonds pour risques bancaires généraux	27 867	27 867
Capitaux propres	839 693	837 353
- Capital souscrit	260 840	260 840
- Primes d'émission	90 421	90 421
- Réserves	335 323	330 671
- Report à nouveau	83	76
- Provisions réglementées	2 843	2 596
- Résultat de l'exercice	150 183	152 749
Total du passif	33 487 133	32 501 008
Hors-bilan (en milliers d'euros)	2017 31 décembre	2016 31 décembre
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	14 241	2 000

Engagements en faveur de la clientèle	3 959 867	3 686 416
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	132 713	127 174
Engagements d'ordre de la clientèle	3 608 228	3 459 486
Engagements donnés par les entreprises d'assurance		
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de reprise		
Autres engagements donnés	574	614

II. — Compte de résultat (en milliers d'euros)

	Exercice 2017	Exercice 2016
+ Intérêts et produits assimilés	677 881	732 457
+ Intérêts et charges assimilés	-277 127	-338 507
+ Revenus des titres à revenu variable	2 667	619
+ Commissions (produits)	484 330	441 406
+ Commissions (charges)	-113 608	-96 810
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	6 607	6 269
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	4	1 474
+ Autres produits d'exploitation bancaire	3 925	23 068
+ Autres charges d'exploitation bancaire	-7 574	-9 535
= Produit Net Bancaire	777 105	760 441
+ Charges de personnel	-260 604	-256 037
+ Autres charges administratives	-184 043	-177 623
+ Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	-21 131	-23 127
= Charges de fonctionnement	-465 778	-456 787
= Résultat Brut d'Exploitation	311 327	303 654
+ Coût du risque	-76 301	-51 294
= Résultat d'Exploitation	235 026	252 360
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	6 413	-9 879
= Résultat Courant	241 439	242 481
+/- Résultat exceptionnel	-22	
+ Impôts sur les bénéfices	-90 987	-89 717
+/- Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	-247	-15
= Résultat Net Global	150 183	152 749

III. — Information sur les filiales et participations

Au 31 Décembre 2017 (en milliers d'euros)	Siège (dpt)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus (en k€)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Chiffres d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (ou PNB)	Résultats Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (en k€)
					Brute	Nette				
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessous 1. - Filiales (+ de 50% du capital détenu) a) Filiales françaises										
Saint-Pierre S.N.C.	Lyon	4 364	1 203	100,00%	6 286	5 897		1 582	-150	
Danifos S.A.S. (1)	Fourqueux (78)	1 329	4 842	100,00%	3 955	3 955		10	-98	
b) Filiales étrangères										
2. - Participation (10 à 50 % du capital détenu) (détail des participations considérées comme importantes ou stratégiques) a) Participations françaises										
Enyo S.A. (2)	Lyon	2 400	-64	20,00%	388	388		86	2 171	
CM-CIC Lease S.A.	Paris	64 399	11 594	19,55%	18 919	18 919		37 959	14 402	1 935
b) Participations étrangères										
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations : Participations non reprises au point A. a) Dans les sociétés françaises (ensemble) b) Dans les sociétés étrangères (ensemble)										
					15 589	15 353	415			727

Total filiales et participations					45 136	44 511	415			2 662
(1) Comptes arrêtés au 31/03/2017										
(2) Comptes arrêtés au 31/12/2016										

IV. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration, constate que le montant distribuable s'établit comme suit :

- résultat de l'exercice :	150.182.813,80 euros
- report à nouveau	83.433,94 euros
soit un montant distribuable de	150.266.247,74 euros

et décide de répartir ce montant de la façon suivante :

à titre de dividende aux actions ordinaires soit 17,18 euros par action	144.555.990,36 euros
à titre de dotation aux réserves facultatives	5.630.000,00 euros
le solde au report à nouveau qui se trouve ainsi porté à	80.257,38 euros

L'Assemblée Générale prend acte de ce que les sommes distribuées en dividende par action, au titre des trois précédents exercices, sont les suivantes :

Exercices	Dividendes
2014	7,43€
2015	12,87€
2016	17,60€

La totalité de la distribution soit 144.555.990,36 euros est éligible à l'abattement institué par l'article 158.3 -2ème à 4ème du Code Général des Impôts.
Le dividende sera mis en paiement le 28 mai 2018.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

V — Annexe aux états financiers

Note 1 - Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation

Les comptes sociaux sont établis conformément aux règlements ANC 2014-03 relatif au plan général comptable modifié par le règlement ANC 2015-06 et 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers peut nécessiter la formation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations des instruments de dette et des instruments de capitaux propres ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- de la détermination des provisions dont les engagements au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs sociaux ;
- des valorisations d'instruments financiers non cotés sur un marché organisé.

Reclassement d'actifs financiers

Le reclassement hors de la catégorie des titres de transaction, vers les catégories des titres d'investissement et des titres de placement est possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif, et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Traitement des changements de méthode comptable

Les changements de méthode comptable sont appliqués de façon rétrospective, c'est-à-dire comme si ce principe avait toujours été appliqué. L'impact de première application est imputé sur les capitaux propres au 1er janvier, corrigeant le bilan d'ouverture.

Conformément au règlement ANC 2015-06, pour les exercices ouverts à compter du 1 janvier 2016, le mali technique n'est plus comptabilisé de manière globale au poste « fonds commercial » et non amorti.

Il est comptabilisé au bilan par catégorie d'actifs en autres immobilisations corporelles, incorporelles et financières.

Cette affectation permet d'appliquer au mali technique les règles d'amortissement des actifs sous-jacents (le mali affecté en totalité ou en partie à un actif amortissable est désormais amorti en totalité ou en partie). En revanche, la quote-part du mali affectée au fonds commercial bénéficie toujours d'une présomption de non-amortissement.

Prêts et créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un concours et celles versées aux apporteurs d'affaires sur crédits sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts. Cet étalement actuariel est comptabilisé en produits nets d'intérêts au compte de résultat. Au bilan, les

commissions reçues et les coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

Au sein de l'ensemble des risques de crédit, on distingue comptablement les encours sains, douteux et douteux compromis.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation interne du risque de crédit du groupe Crédit Mutuel. Ce dernier considère la probabilité de défaut de la contrepartie via une note interne et le taux de perte fonction de la nature de l'exposition. L'échelle des notes internes comprend douze niveaux dont neuf pour les contreparties saines et trois pour les contreparties douteuses.

Déclassement des créances

Les crédits sont classés en douteux lorsqu'ils sont porteurs d'un risque avéré, c'est-à-dire lorsque les échéances dues sont impayées depuis plus de 3 mois, 6 mois pour l'immobilier et 9 mois pour les collectivités locales ou lorsqu'il est probable que le débiteur ne pourra pas rembourser la totalité des sommes dues ou lorsqu'il y a échéance du terme ou encore en cas de liquidation judiciaire.

Au-delà de la définition réglementaire, peuvent également être classés en douteux, des encours présentant des risques de perte en s'appuyant notamment sur l'analyse financière, économique ou juridique du client ou sur toute autre information conduisant à mettre en cause la solvabilité du tiers.

Lorsqu'un crédit répond aux critères de déclassement, l'ensemble des encours détenus par le client (ou par le groupe auquel il appartient) ainsi que les encours des co-titulaires ou co-emprunteurs sont contaminés, et ceci dans toutes les fédérations ou banques du groupe Crédit Mutuel.

Les crédits sont classés en douteux compromis lorsque les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et lorsqu'un passage à perte doit être envisagé. Ils sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux par un enregistrement comptable spécifique et les intérêts impayés ne sont plus comptabilisés.

Les créances douteuses dont les termes contractuels sont de nouveau respectés et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré sont reclassées dans la catégorie des créances saines. C'est également le cas lorsque la créance douteuse a fait l'objet d'une restructuration avec cependant une période probatoire de douze mois.

Dépréciation des pertes probables avérées

Une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective résultant d'un événement survenu après la mise en place du prêt ou d'un groupe de prêts, susceptible de générer une perte. Une analyse est faite à chaque arrêté contrat par contrat. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et celle actualisée au taux d'intérêt d'origine du prêt des flux futurs estimés. En cas de taux variable, c'est le dernier taux contractuel connu qui est retenu.

La dépréciation relative au capital est comptabilisée sous la forme de provision dont les dotations et reprises sont comprises dans le coût du risque à l'exception de l'effet de passage du temps lié à la mécanique d'actualisation, qui est constaté en PNB parmi les intérêts reçus. La dépréciation relative aux intérêts des créances douteuses est classée parmi les intérêts reçus.

La provision vient en moins de l'actif pour la dépréciation des prêts et au passif parmi les provisions pour risques pour les engagements de financement et de garantie.

Crédits restructurés

Les crédits douteux restructurés à des conditions hors marché et reclassés en créances saines font l'objet d'une décote comptabilisée immédiatement en charge et réintégrée sur la durée du crédit dans la marge d'intérêt.

Titres de créance et titres de capitaux propres acquis

Les effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe (titres de marché interbancaire, de créances négociables, valeurs mobilières) sont répartis en titres de transaction, de placement ou d'investissement; et les actions et autres titres à revenu variable sont répartis en titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille, de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme. Les frais d'acquisition et de cession constituent une charge de l'exercice.

Titres de transaction

Il s'agit de titres qui, à l'origine, sont soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou racheter à court terme soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché. Ils sont enregistrés à la date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté comptable, les titres détenus sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat en produits ou en charges.

Titres de placement

Il s'agit de titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation ou parts dans les entreprises liées. Ils sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais d'achat. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur leur durée résiduelle.

À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation et, pour les obligations, les titres sont regroupés par ensembles homogènes. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur probable de négociation, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente, ce calcul étant effectué valeur par valeur ou par ensemble homogène.

Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 de l'ANC 2014-07, prenant la forme d'achat ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et il n'y a pas de compensation entre les plus et moins-values latentes. La valeur probable de négociation est, pour les actions cotées à Paris, le cours moyen du dernier mois et pour les actions cotées à l'étranger et les obligations, le cours le plus récent du dernier mois.

Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais d'achat exclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée sur leur durée résiduelle. Ces titres font l'objet d'une couverture en ressources ou en taux.

Une dépréciation est constituée lorsque la dégradation de la situation financière des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

Titres de l'activité de portefeuille

Ils proviennent d'investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'intervenir durablement dans le fonds de commerce ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Ces investissements sont réalisés dans le cadre de structures dédiées, de manière significative et permanente et la rentabilité provient essentiellement de la réalisation de plus-values de cession.

Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les titres cotés, la moyenne des cours de bourse sur une période suffisamment longue peut être retenue.

Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation sont ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué, ou de fusion et opérations assimilées. A la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

Titres donnés en pension livrée

Ils sont maintenus à l'actif du bilan et la dette vis-à-vis du cessionnaire est inscrite au passif. Les principes d'évaluation et de prise en résultat des revenus de ces titres demeurent ceux applicables à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Critères et règles de déclassement

En cas de modification d'intention ou de capacité de détention, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité et aux règles de transfert, les titres peuvent être déclassés. En cas de transfert, les titres font l'objet au jour du transfert d'une évaluation selon leur portefeuille d'origine.

Instruments dérivés : instruments à terme de taux d'intérêt et de change

Le groupe intervient pour son propre compte sur différents marchés organisés ou de gré à gré, d'instruments financiers à terme fermes et conditionnels de taux d'intérêt et de devises en application de la stratégie de gestion des risques liés aux positions de taux d'intérêt et de change de ses actifs et passifs.

Opérations sur les marchés organisés et assimilés

Les contrats sur instruments à terme fermes ou conditionnels traités sur les marchés organisés et assimilés sont évalués conformément aux règles fixées par le Comité de la réglementation bancaire. Les contrats sont réévalués en fin d'arrêté suivant leur cotation sur les différents marchés. Le gain ou la perte résultant de cette réévaluation est porté au compte de résultat.

Opérations sur les marchés de gré à gré

Sont notamment concernés les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises, les contrats de taux futur (FRA), les contrats optionnels (cap, floor,...). Les opérations sont affectées dès leur origine dans les différents portefeuilles (position ouverte, micro-couverture, gestion globale du bilan et hors bilan, gestion spécialisée).

Les contrats classés dans les portefeuilles de position ouverte sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de leur valeur de marché.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de micro-couverture sont inscrits en compte de résultat de façon symétrique à la comptabilisation de l'élément couvert.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de gestion globale du risque de taux sont inscrits prorata temporis dans le compte de résultat.

Les contrats inscrits dans les portefeuilles de gestion spécialisée sont évalués en valeur de marché. Les variations de valeur sont portées dans le produit net bancaire après correction pour tenir compte du risque de contrepartie et des frais futurs de gestion.

Les soultes de netting de dérivés de couverture sont étalées sur la durée résiduelle des éléments couverts.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, éventuellement réévalué, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable est déterminé après déduction de la valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Celles ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement pour les immeubles sont de :

- 40-80 ans pour les gros œuvres ;
- 15-30 ans pour les clos et couverts ;
- 10-25 ans pour les équipements ;
- 10 ans pour les agencements et installations.

Immobilisations incorporelles :

- Les droits au bail versés ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation,
- Les droits d'entrée versés au propriétaire sont amortis sur la durée de vie du bail comme un complément de loyer,
- les autres éléments du fonds commercial sont amortis sur 10 ans (acquisition de portefeuilles de contrats clientèle).

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus et moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus et moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « produits des autres activités » ou « charges des autres activités ».

Comptes de régularisation

Les primes de remboursement des obligations sont amorties, sur une base linéaire, en fonction de la durée de l'emprunt.

Provisions pour dépréciation

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges correspondantes.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Provisions générales pour risque de crédit (PGRC)

Depuis l'exercice 2000, des provisions générales pour risques de crédit sont constituées pour couvrir des risques nés mais non encore avérés sur les crédits sains et les engagements donnés à la clientèle. Elles sont déterminées :

- pour les activités de crédit autres que les financements spécialisés, par un coût du risque moyen tel qu'il peut être appréhendé dans une perspective à long terme, soit 0,5 % de l'encours clientèle sain ;
- pour l'activité de financements spécialisés ainsi que pour les succursales étrangères, par un coût du risque obtenu à partir de la notation des créances à laquelle est associé un coût moyen de défaillance. Cette méthode permet de tenir compte de la moindre dispersion des risques, de l'importance unitaire des dossiers et donc d'une volatilité plus importante.

Ces provisions générales pour risque de crédit feront l'objet de reprises si les occurrences auxquelles elles sont destinées à faire face se concrétisent.

Depuis l'exercice 2003, elles peuvent comprendre une provision générale au titre des grands risques du groupe.

Contrats d'épargne réglementée

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés accessibles à la clientèle (personnes physiques) qui associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent pour l'établissement distributeur deux types d'engagements :

- de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Lorsque ces engagements sont potentiellement défavorables, ils font l'objet de provisions. Celles-ci couvrent les engagements sur contrats existant à la date de détermination de la provision ; il n'est pas tenu compte des futures ouvertures de plans et comptes épargne logement.

Les encours futurs liés aux contrats d'épargne logement sont estimés à partir de statistiques comportementales des clients dans un environnement de taux donné. Les PEL qui sont souscrits dans le cadre d'une offre globale de produits liés et ne répondant pas aux lois comportementales susvisées sont exclus des projections. Les encours à risques qui font l'objet d'une provision sont constitués :

- pour les dépôts PEL, de la différence entre les encours probables d'épargne et ceux d'épargne minimum attendus. Ces derniers sont déterminés avec un seuil de confiance de 99,5 % sur la base de plusieurs milliers de scénarios de taux différents ;
- pour les crédits épargne logement, des volumes futurs dépendant de la réalisation probable des droits acquis et des crédits déjà en force.

Les pertes futures sont évaluées par rapport aux taux non réglementés des comptes à terme pour l'épargne et des prêts ordinaires à l'habitat pour les crédits. Cette approche est menée par génération homogène de PEL et de CEL en termes de conditions réglementées, sans compensation entre les différentes générations. Les pertes ainsi déterminées sont actualisées à partir des taux déduits de la moyenne des douze derniers mois de la courbe des swaps zéro coupon contre Euribor 3 mois. Le montant des provisions repose sur la perte moyenne constatée à partir de plusieurs milliers de scénarios de taux générés par une modélisation stochastique. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

Actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêt. Les gains ou pertes de change latents résultant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat avec les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

Cependant, les écarts de conversion des titres d'investissement et des titres de participation et de filiales libellés en devises et financés en euros ne sont pas enregistrés en compte de résultat. Toutefois, si les titres doivent faire l'objet d'une cession ou d'un remboursement, une provision est constituée à hauteur de la perte de change latente.

Fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) a été créé par mesure de prudence pour couvrir les risques de caractère général et indéterminé, inhérents à l'activité bancaire. Les dotations et reprises au FRBG sont effectuées par les dirigeants et figurent au compte de résultat.

Intérêts et commissions

Les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées selon le critère de l'encaissement à l'exception de celles

relatives aux opérations financières qui le sont dès la clôture de l'émission ou dès leur facturation.

Les intérêts des créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés en produits.

Les commissions comprennent les produits d'exploitation bancaire rétribuant les services fournis à des tiers, à l'exception de ceux ayant une nature d'intérêt, c'est à dire calculés en fonction de la durée et du montant de la créance ou de l'engagement donné.

Engagements de retraite et assimilés

En application de la recommandation 2013.02 de l'ANC, les engagements font l'objet d'une provision dont la variation est comptabilisée dans le résultat de l'exercice. Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite et assimilés sont les suivantes :

- * un taux d'actualisation déterminé par référence au taux long terme des obligations d'entreprises de première catégorie à la clôture de l'exercice
- * un taux d'augmentation des salaires évalué à partir d'une estimation sur le long terme de l'inflation et de la progression du salaire réel.

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées pour déterminer la valeur actualisée de l'engagement et le coût des services rendus de l'exercice, à partir d'hypothèses. Les différences générées par les changements de celles-ci et par les différences entre les hypothèses antérieures et ce qui s'est effectivement produit constituent des écarts actuariels.

Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux-ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. La différence entre le rendement réel et celui attendu constitue un écart actuariel.

Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Retraites complémentaires relevant des caisses de retraite

L'accord d'étape AFB en date du 13 septembre 1993 a modifié les régimes de retraite des établissements bancaires. Depuis le 1er janvier 1994, les banques adhèrent aux régimes nationaux Arcco et Agirc. Les trois caisses du groupe CIC qui assuraient le paiement des différentes charges prévues dans l'accord d'étape ont fusionné au 1er janvier 2008 afin de mutualiser leurs réserves.

Après fusion, les réserves de l'entité fusionnée couvrent intégralement les engagements, ceux-ci ayant fait l'objet d'une estimation complète en 2008. Afin de se mettre en conformité avec les dispositions de la loi Fillon du 23 août 2003 et de la loi 2008-1330 de Financement de la Sécurité sociale du 17 décembre 2008, la transformation en IGRS de l'entité fusionnée, avec pour corolaire le basculement des réserves et engagements auprès d'un organisme d'assurance, est intervenue en 2009.

Autres avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Les futures indemnités de fin de carrière et les compléments de retraite, y compris les régimes spéciaux sont, soit couverts par des contrats d'assurances, soit provisionnés pour la part non couverte par de tels contrats.

Les primes pour indemnités de fin de carrière versées annuellement prennent en compte les droits acquis au 31 décembre de chaque exercice, pondérés par des coefficients de rotation et de probabilité de survie du personnel.

Les engagements sont calculés suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, la mortalité, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les indemnités de fin de carrière arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursement par l'assureur à hauteur de la part couverte par celui-ci.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui a atteint son 62ème anniversaire.

Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Depuis 1994, un accord d'entreprise a été conclu créant un régime de retraite complémentaire par capitalisation collective au profit des personnels du groupe.

Autres avantages à long terme

Les salariés reçoivent une prime liée à la médaille du travail obtenue après 20, 30, 35 et 40 années d'ancienneté. Cet engagement est intégralement provisionné dans les comptes de la société et évalué selon les mêmes principes que ceux des indemnités de fin de carrière.

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi – CICE

Le montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, non imposable, est comptabilisé au crédit d'un sous-compte des charges de personnel.

Implantation dans les Etats ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les Etats ou territoires visés par l'article L511-45 du Code monétaire et financier et figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 12 février 2010.

Annexes aux états financiers

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.

Note 2 - Créances sur les établissements de crédit

	31.12.17		31.12.16	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Caisse, banques centrales, CCP	68 591		73 385	
Comptes ordinaires	3 466 949		4 092 086	
Prêts, valeurs reçues en pension	5 246	1 032 615	2 016	906 638
Titres reçus en pension livrée				
Créances rattachées		6 294		6 506

Créances douteuses				
Dépréciation des créances douteuses				
Total	3 540 786	1 038 909	4 167 487	913 144
Total des créances sur les établissements de crédit		4 579 695		5 080 631
dont prêts participatifs		34 075		34 002
dont prêts subordonnés				

Les créances douteuses ne comprennent pas de créances douteuses compromises.

Il n'y a pas de crédits restructurés à des conditions hors marchés parmi les créances saines.

Note 3 - Créances sur la clientèle

	31.12.17	31.12.16
Créances commerciales	124 528	126 539
dont affacturage		
Créances rattachées		
Autres concours		
- Prêts et crédits	26 359 586	24 599 411
- Titres reçus en pension livrée		
- Créances rattachées	37 619	41 003
Comptes ordinaires débiteurs	889 131	1 013 835
Créances rattachées		
Créances douteuses	907 879	907 452
Dépréciation des créances douteuses	-455 384	-424 640
Total	27 863 359	26 263 600
dont prêts participatifs		
dont prêts subordonnés		

Parmi les créances douteuses, les créances douteuses compromises s'élèvent à 764,12 M€ et font l'objet de 389,85 M€ de dépréciations.

Les crédits restructurés représentent un montant total de 209,91 millions d'euros.

Répartition des créances sur la clientèle	Créances brutes	Créances douteuses	Créances douteuses compromises	Provisions
Répartition par grands types de contrepartie				
- Grand public	20 283 369	105 339	465 052	-235 170
- Entreprises	7 127 496	38 420	299 067	-220 214
- Autres				
Total	27 410 865	143 759	764 119	-455 384

Note 4 - Obligations & autres titres à revenu fixe

	31.12.17				31.12.16			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus cotés								
Titres détenus non cotés		5 000		5 000		751		751
Titres prêtés								
Créances rattachées		107		107				
Créances douteuses			22 373	22 373			19 748	19 748
Montant brut		5 107	22 373	27 480		751	19 748	20 499
Dépréciations								
. Sur risque de taux						-751		-751
. Sur créances douteuses			-13 663	-13 663			-11 037	-11 037
Montant net		5 107	8 710	13 817			8 711	8 711
Plus-values latentes								
dont obligations subordonnées								
dont titres émis par des organismes publics								

Au cours de l'année 2017, aucun transfert de portefeuille n'a eu lieu.

Note 5 - Actions & autres titres à revenu variable

	31.12.17				31.12.16			
	Transaction	Placement	T.A.P.	Total	Transaction	Placement	T.A.P.	Total
Titres détenus cotés		200		200		200		200
Titres détenus non cotés		414		414		414		414
Titres prêtés								

Créances rattachées							
Montant brut		614		614		614	614
Dépréciation des titres		-273		-273		-274	-274
Total		341		341		340	340
Plus-values latentes		53		53		54	54

Aucun transfert entre portefeuilles n'a eu lieu durant l'exercice 2017.

Note 6 - Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

	31.12.16	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts	Autres variations	31.12.17
Autres titres détenus à long terme						
- cotés						
- non cotés	9 294	1 984				11 278
Titres de participation						
- cotés	622		-153			469
- non cotés	9 903	104	-3 753			6 254
Parts dans les entreprises liées						
- cotés						
- non cotés (*)	44 399				-5 999	38 400
Titres de sociétés mises en équivalence						
Sous-total	64 218	2 088	-3 906		-5 999	56 401
Ecart de conversion						
Titres prêtés						
Créances rattachées						
Appels de fonds et avances en compte courant dans les S.C.I.	538		-123			415
Montant brut	64 756					56 816
Dépréciation						
- titres cotés	-54	-26				-80
- titres non cotés	-2 168	-8	1 632			-544
Sous-total	-2 222	-34	1 632			-624
Montant net	62 534					56 192

(*) Cette variation fait suite à l'opération de réduction du capital de la filiale Saint Pierre

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'établissement dans les rapports avec les tiers de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

Opérations avec les entreprises liées

	31.12.17 Entreprises liées		31.12.16 Entreprises liées	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné
Actif				
Créances sur établissements de crédit	4 781		6 364	
Créances sur la clientèle				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	723		5 356	
Comptes créditeurs de la clientèle				
Dettes représentées par un titre				
Hors-bilan				
Engagements donnés				
Etablissements de crédit	501 137		483 625	
Clientèle				

Note 7 - Immobilisations corporelles et incorporelles

Immobilisations corporelles	31.12.16	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31.12.17
Valeur brute					
. Terrains d'exploitation	6 968	182	-38		7 112
. Terrains hors exploitation	1 945	18			1 963
. Constructions d'exploitation	410 458	15 971	-3 296		423 133
. Constructions hors exploitation	18 241	275	-5		18 511

. Autres immobilisations corporelles	72 429	9 012	-12 104		69 337
Montant brut	510 041	25 458	-15 443		520 056
Amortissements					
. Terrains d'exploitation					
. Terrains hors exploitation					
. Constructions d'exploitation	-263 051	-18 870	2 861	99	-278 961
. Constructions hors exploitation	-7 749	-688	3		-8 434
. Autres immobilisations corporelles	-60 053	-1 611	976		-60 688
Montant des amortissements	-330 853	-21 169	3 840	99	-348 083
Montant net	179 188				171 973

Immobilisations incorporelles	31.12.16	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31.12.17
Valeur brute					
. Fonds commerciaux	8 104				8 104
. Frais de recherche et de développement					
. Autres immobilisations incorporelles	51 197	75	-1 495		49 777
Montant brut	59 301	75	-1 495		57 881
Amortissements					
. Fonds commerciaux	-8 038	-11		0	-8 049
. Frais de recherche et de développement					
. Autres immobilisations incorporelles	-7 347	-626	57		-7 916
Montant des amortissements	-15 385	-637	57	0	-15 965
Montant net	43 916				41 916

Note 8 - Comptes de régularisation et autres actifs et passifs

	31.12.17		31.12.16	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de régularisation				
Comptes d'encaissement	5 726	72 142	4 513	58 992
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan	795	12 526	371	13 877
Autres comptes de régularisation	201 016	367 547	207 240	359 138
Sous-total	207 537	452 215	212 124	432 007
Autres actifs et passifs				
Primes sur options	27		32	
Comptes de règlement d'opérations sur titres		27		27
Dettes représentatives des titres empruntés				
Débiteurs et créditeurs divers	552 226	51 171	649 643	57 334
Créances et dettes rattachées	62	51	302	85
Dépréciation	-12		-13	
Sous-total	552 303	51 249	649 964	57 446
Total	759 840	503 464	862 088	489 453

Note 9 - Dépréciation des créances douteuses et provisions

	31.12.16	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.17
Actif					
Dépréciation sur créances sur les établissements de crédit					
Dépréciation sur créances sur la clientèle	424 640	120 928	-88 959	-1 225	455 384
Dépréciation sur obligations et autres titres à revenu fixe	11 788	2 626	-751		13 663
Passif					
Provisions sur engagements par signature	14 363	2 671	-8 628	-156	8 250
Provisions générales pour risques de crédit	89 187	6 127			95 314
Provisions sur créances	1 538	50			1 588
Total	541 516	132 402	-98 338	-1 381	574 199

Le total des créances douteuses sur la clientèle et sur les opérations de crédit-bail et assimilées est de 907,88 M€.

Elles sont couvertes par des dépréciations d'actif à hauteur de 455,38 M€ soit 50,16% contre 46,79% au précédent exercice.

Le taux de couverture des encours clientèle bruts par l'ensemble des dépréciations couvrant des risques de crédit s'établit à 1,61% contre 1,60% en 2016.

Les créances douteuses sont couvertes par ces dépréciations à l'exception des provisions générales pour risques de crédit qui concernent les créances saines.

Note 10 - Dettes envers les établissements de crédit

	31.12.17		31.12.16	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Banques centrales, CCP				
Comptes ordinaires	119 658		187 958	
Comptes à terme		7 303 924		7 640 630
Valeurs données en pension				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes rattachées		11 474		10 390
Total	119 658	7 315 398	187 958	7 651 020
Total des dettes envers les établissements de crédit		7 435 056		7 838 978

Note 11 - Comptes créditeurs de la clientèle

	31.12.17		31.12.16	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial	5 793 379	1 896 140	5 163 915	1 731 290
Dettes rattachées		48		45
Total - Comptes d'Epargne à Régime Spécial	5 793 379	1 896 188	5 163 915	1 731 335
Autres dettes	12 687 030	3 885 096	11 092 674	4 713 733
Titres donnés en pension livrée				
Dettes rattachées		14 798		37 421
Total - Autres dettes	12 687 030	3 899 894	11 092 674	4 751 154
Total des comptes créditeurs de la clientèle à vue et à terme		24 276 491		22 739 078

Note 12 - Dettes représentées par un titre

	31.12.17	31.12.16
Bons de caisse	1 369	11 591
Titres du marché interbancaire & titres de créance négociables	50 000	250 250
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Dettes rattachées	1 422	6 535
Total	52 791	268 376

Note 13 - Provisions

	31.12.16	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.17
Provisions pour risques de contrepartie					
- engagements par signature	14 363	2 671	-8 628	-156	8 250
- engagements de hors-bilan					
- risques pays					
- provisions générales pour risques de crédit	89 187	6 127			95 314
- provisions épargne logement	8 499	346	-541		8 304
- autres provisions pour risques de contrepartie	1 538	50			1 588
Provisions pour pertes sur instruments financiers à terme					
Provisions sur filiales et participations					
Provisions pour risques et charges hors risques de contrepartie					
- provisions pour charges de retraite	24 729	2 569	-623		26 675
- autres provisions pour risques et charges	22 035	4 285	-8 254		18 066
Total	160 351	16 048	-18 046	-156	158 197

Note 13a - Provision relative aux indemnités de fin de carrière

Indemnités de fin de carrière	Ouverture	Effet de l'actualisation	Produits financiers	coût des services rendus	Autres transferts, frais de gestion	Variation écarts actuariels	Paiement aux bénéficiaires	Cotisations d'assurance	Clôture
Engagements	36 560	548		2 063	-317	-394	-3 424		35 037
Contrat d'assurance	21 936		592		-223	25	-2 054	746	21 022
Etalelement									
Provision	14 624	548	-592	2 063	-94	-419	-1 370	-746	14 015

Note 13b - Provisions pour risques sur engagements au titre de l'épargne logement

	31.12.17		31.12.16	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Plans d'épargne logement	1 587 988	7 660	1 447 267	7 711
Comptes d'épargne logement	90 843	542	84 282	627

Prêts d'épargne logement	5 528	101	8 080	161
Total	1 684 359	8 303	1 539 629	8 499

Note 14 - Dettes subordonnées

	31.12.16	Emissions	Remboursements	Autres variations	31.12.17
Dettes subordonnées	80 968	54 000			134 968
Emprunts participatifs	15 433				15 433
Dettes subordonnées à durée indéterminée	42 991				42 991
Dettes rattachées	160			22	182
Total	139 552	54 000		22	193 574

Détail dettes subordonnées :

	Date Emission	Montant Emission	Montant fin d'exercice
Principaux emprunts participatifs :			
Autres emprunts participatifs	1985	37 027	15 433
TSDI	1987	55 472	42 991
TSR	2017	54 000	134 968
Dettes rattachées			182
Total			193 574

Note 15 - Capitaux propres et FRBG

	Capital	Primes	Réserves	Ecart de réévaluation	Provisions réglementées	Report à nouveau	Résultat exercice	Total	Fonds pour risques bancaires généraux
Solde au 1.1.2016	260 840	90 421	325 996		2 581	72	112 970	792 880	27 867
Résultat de l'exercice							152 749	152 749	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			4 675			108 295	-112 970		
Distribution de dividendes						-108 291		-108 291	
Augmentation de capital									
Incidence des réévaluations									
Autres variations					15			15	
Solde au 31.12.2016	260 840	90 421	330 671		2 596	76	152 749	837 353	27 867
Solde au 1.1.2017	260 840	90 421	330 671		2 596	76	152 749	837 353	27 867
Résultat de l'exercice							150 183	150 183	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			4 652			148 097	-152 749		
Distribution de dividendes						-148 090		-148 090	
Augmentation de capital									
Incidence des réévaluations									
Autres variations					247			247	
Solde au 31.12.2017	260 840	90 421	335 323		2 843	83	150 183	839 693	27 867

Le capital de CIC Lyonnaise de Banque est détenu à 100% par le CIC; il est composé de 8 414 202 actions au nominal de 31 euros.

Le poste "Reserves" est constitué de la réserve légale pour 26 084 k€, des réserves facultatives pour 17 127 k€ et des autres réserves pour 292 112 k€.

CIC Lyonnaise de Banque est intégrée globalement dans les comptes consolidés du Groupe CIC, du Groupe CM11-CIC et du Groupe CREDIT MUTUEL.

Note 16 - Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

	< 3 mois et à vue	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	A durée indéterminée	Créances dettes rattachées	Total
Actifs							
Créances sur les établissements de crédit *	3 662 608	14 879	18 534	877 380		6 294	4 579 695
Créances sur la clientèle **	2 769 945	2 482 877	9 744 910	12 410 736		37 619	27 446 087
Obligations et autres titres à revenu fixe ***				5 000		107	5 107
Passifs							
Dettes envers les établissements de crédit	499 422	275 656	3 845 588	2 802 916		11 474	7 435 056
Comptes créditeurs de la clientèle	19 880 037	1 477 389	2 298 368	605 851		14 846	24 276 491
Dettes représentées par un titre							
- Bons de caisse	1 257	4	108			47	1 416
- Titres du marché interbancaire et titres de créance négociables		50 000				1 375	51 375
- Emprunts obligataires							
- Autres							

* à l'exception des créances douteuses et des provisions pour dépréciation

** à l'exception des valeurs non imputées, de l'étalement frais dossiers sur prêts, des créances douteuses et des provisions pour dépréciation

*** exclusivement pour les titres de placement et d'investissement (hors créances douteuses)

Note 17 - Contrevaleur en euros des actifs & passifs en devises

La contrevaleur en euros des actifs et passifs libellés en devises est respectivement de 2 042 M€ et 2 028 M€.

Note 18 - Engagements sur instruments financiers à terme

Opérations sur instruments financiers à terme (selon la notion d'opérations de couverture micro/macro et opérations de gestion position ouverte/gestion spécialisée sur les opérations fermes et conditionnelles).

	31.12.17			31.12.16		
	Couverture	Opérations de gestion	Total	Couverture	Opérations de gestion	Total
Opérations fermes						
Marchés organisés						
Contrats de taux						
Contrats de change						
Autres opérations						
Marchés de gré à gré						
Accords de taux futurs						
Swaps de taux	5 823 560		5 823 560	4 460 295		4 460 295
Swaps financiers						
Autres opérations						
Swaps - autres						
Opérations conditionnelles						
Marchés organisés						
Options de taux						
Achetées						
Vendues						
Options de change						
Achetées						
Vendues						
Actions et autres options						
Achetées						
Vendues						
Marchés de gré à gré						
Contrats de taux plafonds et planchers						
Achetées	109 821		109 821	132 821		132 821
Vendues						
Options de taux, change, actions et autres						
Achetées						
Vendues						
Total	5 933 381		5 933 381	4 593 116		4 593 116

Ventilation des contrats d'instruments de taux d'intérêt de gré à gré par type de portefeuille

31.12.17	Position ouverte isolée	Micro couverture	Risque global tx d'intérêt	Gestion spécialisée	Total
Opérations fermes					
Achats					
Ventes					
Contrats d'échange			5 823 560		5 823 560
Opérations conditionnelles					
Achats			109 821		109 821
Ventes					
31.12.16					
Opérations fermes					
Achats					
Ventes					
Contrats d'échange			4 460 295		4 460 295
Opérations conditionnelles					
Achats			132 821		132 821
Ventes					

Note 19 - Ventilation des autres opérations à terme non encore dénouées selon leur durée résiduelle

31.12.17	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
----------	--------	----------------	---------	-------

Instruments de taux				
Marchés organisés				
Achats				
Ventes				
Marchés de gré à gré				
Achats	23 000	85 571	1 250	109 821
Ventes				
Swaps de taux	1 398 641	3 639 569	785 350	5 823 560
Instruments de change				
Marchés organisés				
Achats				
Ventes				
Marchés de gré à gré				
Achats				
Ventes				
Swaps financiers				
Autres instruments financiers à terme				
Marchés organisés				
Achats				
Ventes				
Marchés de gré à gré				
Achats				
Ventes				
Total	1 421 641	3 725 140	786 600	5 933 381

Note 20 - Instruments financiers à terme - Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme est estimé selon la méthodologie retenue pour le calcul des ratios prudentiels

Risques de crédit sur instruments financiers à terme	31.12.17	31.12.16
Risques sur les établissements de crédit (*)	50 307	36 187
Risques sur les entreprises		
Total	50 307	36 187

Note 21 - Engagements de garantie donnés

Dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe CM11-CIC (marché hypothécaire et titres sécurisés), certains crédits à la clientèle distribués par le CIC constituent des actifs donnés en garantie à ces opérations de refinancement portées par des entités tierces du Groupe. Au 31 décembre 2017 leur montant s'élève à 7 332 millions d'euros.

La banque se refinance auprès de la Caisse de Refinancement de l'Habitat par l'émission de billets à ordre en mobilisation de créances visées à l'article L313-42 du Code Monétaire et financier pour un total de 50 millions d'euros au 31 décembre.

Les prêts à l'habitat garantissant ces billets à ordre s'élèvent à la même date à 1 152 millions d'euros.

Note 22 - Produits et charges sur intérêts

	Exercice 2017		Exercice 2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	29 108	40 062	30 546	49 047
Clientèle	648 666	232 158	701 911	278 900
Crédit-bail et location simple				
Obligations et autres titres à revenu fixe	107	4 907		10 560
Autres				
Total	677 881	277 127	732 457	338 507
dont charges sur dettes subordonnées		2 128		1 521

Note 23 - Revenus des titres à revenu variable

	Exercice 2017	Exercice 2016
Titres de placement	5	1
Titres de l'activité de portefeuille		
Titres de participation et ATDLT	336	175
Parts dans les entreprises liées	2 326	443
Revenus des parts de S.C.I.		
Total	2 667	619

Note 24 - Commissions

	Exercice 2017		Exercice 2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie & interbancaires	397	9	391	
Opérations avec la clientèle	183 681	2 901	171 421	2 792
Opérations sur titres	14	283	14	206
Opérations de change	871		929	
Opérations de hors-bilan				
. Engagements sur titres				
. Engagements financiers à terme				
. Engagements de financement et de garantie		493		209
Prestations de services financiers	271 359	5 440	242 493	5 719
Commissions sur moyens de paiement		96 120		80 806
Autres commissions (dont produits rétrocedés)	28 008	8 362	26 158	7 078
Total	484 330	113 608	441 406	96 810

Note 25 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

	Exercice 2017	Exercice 2016
- Sur titres de transaction		
- Sur opérations de change	6 607	6 269
- Sur instruments financiers à terme		
* De taux d'intérêt		
* De cours de change		
* Sur autres instruments financiers y compris actions		
Sous-total	6 607	6 269
- Dotations aux provisions sur instruments financiers		
- Reprises de provisions sur instruments financiers		
Total	6 607	6 269

Note 26 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

	Exercice 2017	Exercice 2016
Opérations sur titres de placement		
- Plus-values de cession	3	1 472
- Moins-values de cession	(751)	
- Dotations aux provisions pour dépréciation		
- Reprises de provisions pour dépréciation	752	2
Opérations sur titres de l'activité de portefeuille		
- Plus-values de cession		
- Moins-values de cession		
- Dotations aux provisions pour dépréciation		
- Reprises de provisions pour dépréciation		
Total	4	1 474

Note 27 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	Exercice 2017		Exercice 2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits accessoires	2 310		2 303	
Transferts de charges	1		1	
Dotation nette aux provisions pour risques et charges		-241		-879
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	1 626	7 815	20 553	10 414
Produits nets des autres activités	-12		211	
Total	3 925	7 574	23 068	9 535

Note 28 - Charges de personnel

	Exercice 2017	Exercice 2016
Salaires & traitements	145 288	142 842
Charges sociales (*)	69 499	71 691
Intéressement et participation des salariés	20 777	19 275
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	23 127	22 813
Dotation nette aux provisions pour retraite	1 946	-642
Autre dotation nette aux provisions pour risques et charges	-33	58
Total	260 604	256 037

(*) Le montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, comptabilisé au crédit des charges de personnel s'élève à 5,6 millions d'euros au titre de l'exercice 2017.

Le CICE a notamment permis de maintenir, voire d'accroître le financement de la formation des salariés à un niveau bien au-delà des allocations réglementaires et d'améliorer globalement la compétitivité du groupe, à travers des efforts notamment :

- en matière d'investissement dans de nouvelles technologies telles que les outils numériques (tablettes), et systèmes de visioconférences;
- en développements informatiques d'un assistant virtuel, basé sur les technologies cognitives, conçu pour apporter encore davantage de qualité de service aux clients;
- en développements de nouveaux moyens de paiement par téléphone et services annexes;
- en recherches de nouveaux services à destination de la clientèle de commerçants;
- dans le déploiement de la signature électronique des contrats à distance.

Note 29 - Coût du risque

	Exercice 2017	Exercice 2016
Dotations aux provisions pour dépréciation des créances douteuses	121 067	78 834
Reprises de provisions pour dépréciation des créances douteuses	-85 184	-75 703
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions	36 000	32 095
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des provisions	5 959	7 775
Récupérations sur créances amorties	-1 761	-1 355
Solde des créances	76 081	41 646
Dotations aux provisions pour risques et charges (1)	8 848	14 223
Reprises de provisions pour risques et charges	-8 628	-4 575
Solde des risques	220	9 648
Total	76 301	51 294

(1) dont dotation sur provision générale pour risque de crédit de 6,1 M€ au titre de l'exercice 2017.

Note 30 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	Exercice 2017					Exercice 2016
	Effets publics & valeurs assimilées	Obligations & ATRF	Participation & ATDLT	Parts dans les entreprises liées	Total	Total
Sur immobilisations financières						
- Plus-values de cessions			7 308		7 308	
- Moins-values de cessions			-1 632		-1 632	-115 421
- Dotations pour dépréciation			-34		-34	-440
- Reprises de provisions pour dépréciation			1 632		1 632	106 210
Sous-total			7 274		7 274	-9 651
Sur immobilisations corporelles et incorporelles						
- Plus-values de cessions					294	144
- Moins-values de cessions					-1 155	-372
Sous-total					-861	-228
Total					6 413	-9 879

Note 31 - Impôts sur les bénéfices

	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôt courant - Hors effet de l'intégration fiscale	-90 992	-89 181
Impôt courant - Régularisation sur exercices antérieurs	5	-536
Impôt courant - Effet de l'intégration fiscale		
Total	-90 987	-89 717
Sur activités courantes		
Sur éléments exceptionnels		
Total		

Note 32 - Avoirs déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations et comptes inactifs (R. 312-21 du code monétaire et financier)

	Nombre	Montants en euros
Comptes recensés mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier	30 538	26 088 724,61
Comptes déposés mentionnés à l'article L.312-20 du code monétaire et financier	2 059	2 406 784,37

Conformément à la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence.

Note 33 - Effectifs moyens

	Exercice 2017	Exercice 2016
Techniciens de la banque	1 821	1 839
Cadres	1 786	1 773
Total	3 607	3 612

Note 34 - Rémunérations versées au comité de Direction Générale

	31.12.17	31.12.16
Montant global des rémunérations versées	968	927
Montant global des jetons de présence	91	96

VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Assemblée Générale de la société Lyonnaise de Banque,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Lyonnaise de Banque relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'Audit et des Comptes Groupe Crédit Mutuel CM11.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de Crédit

(Notes 1 et 9 de l'annexe aux comptes annuels)

Risque identifié :

La société Lyonnaise de Banque est exposée à des risques de crédit qui sont inhérents à son activité de financement des entreprises et de banque de détail. Des dépréciations de prêts et créances sont constituées pour couvrir ces risques, sur une base individuelle, sous la forme de dépréciations des crédits ou de provisions sur engagements hors-bilan.

Une dépréciation est constatée dès la survenance d'un événement susceptible de se traduire par un défaut de recouvrement, partiel ou total, du prêt ou de la créance concerné.

Au 31 décembre 2017, ces dépréciations et provisions s'élèvent respectivement à 455 384 K€ et 8 250 K€.

La place donnée au jugement de la Direction dans l'estimation des dépréciations pour risque de crédit se caractérise par :

- l'attribution de notes internes, qui déclenchent ou non le déclassement des encours,
- ainsi que le calcul de la dépréciation des encours déclassés.

Une erreur de jugement étant susceptible d'avoir un effet significatif sur les montants de dépréciations, nous avons considéré que le risque de crédit était un point clé de l'audit.

Notre réponse :

Nous avons examiné les processus et les contrôles, mis en place par votre société, associés à l'attribution des notes internes relatives aux prêts et créances qui présentent un risque de défaut avéré, ainsi que les procédures de quantification des dépréciations correspondantes.

Nous avons examiné :

- en faisant appel à nos spécialistes en systèmes d'information, les dispositifs qui garantissent la qualité des données utilisées par les modèles de notation et de dépréciation ;

- le classement des encours entre encours sains et douteux.

S'agissant du risque de crédit sur les entreprises, nous avons :

- pris connaissance des comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les dépréciations ;
- par sondage, revu des dossiers de crédits dépréciés pour apprécier la documentation de la note de crédit et du niveau de dépréciation retenu ;

- et, le cas échéant, analysé le bien-fondé des ajustements apportés manuellement aux notes de crédit interne.

S'agissant du risque de crédit dans la banque de détail, nous avons :

- calculé l'évolution dans le temps des indicateurs clefs suivants : rapport des encours douteux sur les encours totaux et taux de couverture des encours douteux par des dépréciations. Chaque fois qu'un indicateur s'est écarté de la moyenne des banques du groupe nous avons analysé les écarts constatés ;

- et, le cas échéant, par sondage, revu des dossiers de crédits dépréciés pour apprécier la documentation de la note de crédit et du niveau de dépréciation retenu.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Lyonnaise de Banque par votre Assemblée générale du 16 mai 2017 pour le cabinet KPMG SA, du 24 mai 2000 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres et du 18 mai 1994 pour le cabinet PriceWaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2017, le cabinet KPMG SA était dans la première année de sa mission, le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la dix-huitième année et le cabinet PriceWaterhouseCoopers Audit dans la vingt-quatrième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'Audit et des Comptes Groupe Crédit Mutuel CM11 de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son

rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'Audit et des Comptes Groupe Crédit Mutuel CM11

Nous remettons un rapport au Comité d'Audit et des Comptes Groupe Crédit Mutuel CM11 qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'Audit et des Comptes Groupe Crédit Mutuel CM11, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'Audit et des Comptes Groupe Crédit Mutuel CM11 la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'Audit et des Comptes Groupe Crédit Mutuel CM11 des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense et Neuilly sur Seine, le 10 avril 2018

KPMG S.A.
Arnaud Bourdeille
Associé
Rémi Vinit-Dunand
Associé

ERNST & YOUNG et Autres
Hassan Baaj
Associé

PriceWaterhouseCoopers Audit
Jacques Lévi
Associé

VII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible au siège social de la société au 8, rue de la République – 69001 Lyon.